

Le cdH veut percer l'abcès avant de se lancer

Dans son rapport au Roi, l'informateur a décrit les convergences entre N-VA, CD&V, MR et cdH. Les centristes ne s'y sont pas opposés. Maintenant, ils veulent davantage de garanties pour poursuivre dans cette direction.

MARTIN BUXANT

C'est une mini-dramatisation qui s'est déroulée, de lundi soir à mardi tard dans la matinée, alors que l'informateur Bart De Wever se rendait au Palais royal. L'Anversois devait en effet rendre compte au Roi de l'état d'avancement des négociations. Il l'a fait en remettant un rapport écrit, une note personnelle, qui engage néanmoins les formations politiques que Bart De Wever cite dans ce document. Donc: l'informateur a, au préalable, dû recevoir un feu vert des différents partis susceptibles de former ensemble une coalition au fédéral. Mais ces derniers entendent bien obtenir de solides garanties avant de s'aventurer plus loin.

Selon plusieurs sources, ce premier rapport écrit ne fige cependant pas de coalition — la question de la participation de l'Open VLD demeure par exemple ouverte — et reste assez vague. Des grands principes en matière de gestion socio-économique sont évoqués — de la nécessité de tout mettre en œuvre pour créer davantage d'emplois en Belgique jusqu'à la problématique épineuse des pensions — et ils doivent maintenant, dans une nouvelle phase, être affinés. De Wever a reçu une prolongation de sa mission jusqu'au 25 juin — date à laquelle Philippe sera rentré de sa visite au Brésil où il assiste dimanche à la rencontre entre la Belgique et la Russie.

Alors que veut le cdH, finalement? C'est très simple: les centristes savent que démarrer une coalition avec la N-VA sous-entend de très solides garanties. Concrètement, ils

veulent régler les points d'abcès les plus importants avec la N-VA avant de s'aventurer dans cette direction. Le communautaire a été écarté, mais des points très importants doivent figurer dans une future note de Wever. Comme le fait de ne pas toucher à la sécurité sociale ou à l'indexation des salaires. D'autres points névralgiques, comme le survol de Bruxelles, devront aussi y figurer. *«On le tourne comme on veut mais les abcès doivent percer si on veut une chance de réussite»*, analyse-t-on au cdH. *«Sinon, ce n'est même pas la peine de commencer.»* Tout cela devra figurer noir sur blanc dans une note de l'informateur.

Côté formateur, justement. On va approfondir cette première note dans les jours à venir: soit durant des réunions bilatérales soit — moins évident — lors d'une vraie session de négociation à plusieurs. Mais une chose apparaît de plus en plus claire: la patience des nationalistes flamands a des limites. Jusqu'ici, ils se taisent et ont sagement remis le communautaire au placard en espérant pouvoir installer un gouvernement sans le PS. Mais ils ne peuvent indéfiniment attendre que les centristes daignent embarquer dans une coalition de centre-droit. Autre point à aborder: le cdH a martelé — comme le CD&V — durant la campagne électorale que la prochaine réforme fiscale devrait être budgétairement neutre, ce qui n'est pas le cas ni de la N-VA ni du MR. Voilà bien des épines que l'informateur doit enlever du pied de cette future (hypothétique) coalition. Mais n'est-ce pas là le travail d'un formateur en bonne et due forme?

Kris Peeters

Et ce formateur qui serait-il? Les lenteurs du fédéral bloquent le niveau flamand. Il est clair que dans cette configuration à quatre partis, Kris Peeters est appelé à devenir le futur

Premier ministre. C'est donc logiquement lui qui doit reprendre la main à l'informateur et former la coalition. Or il ne peut quitter la table de négociation flamande — où il est actuellement assis à côté de la N-VA — sans avoir un minimum d'assurances que le cdH fasse tout pour faire réussir la formule.

Et les libéraux? Même si ça leur en coûte, ils paraissent aujourd'hui se résoudre à devoir mener une barque fédérale avec le cdH — qui leur a préféré le PS en Régions. Un libéral: *«Si Lutgen peut apparaître comme celui qui a enlevé deux dents au lion flamand, c'est très bien. On doit y aller.»* Au MR, donc, l'idée fait son chemin. *«Maintenant, on a assez dit à tout le monde qu'on était vraiment fâché, on peut s'asseoir à table avec le cdH, et adienne que pourra.»*

En gros, les libéraux ont (enfin) fait leur deuil d'un retour dans les Régions, et se rangent désormais à l'idée d'une coalition de centre-droit — tout en espérant que l'Open VLD pourra à un moment où l'autre monter à bord. La piste d'un gouvernement avec le MR comme seul composante francophone est jugée «instable» de tous côtés — même au MR. Les libéraux ont aussi compris que s'ils ne mettaient pas un peu de cœur à l'ouvrage, ils risquaient de se faire doubler par le binôme PS/cdH. Ces deux partis — mais c'est le «worst case scenario» libéral — associés monteraient au fédéral où ils retrouveraient N-VA et CD&V.

Il est évident qu'un tel gouvernement fédéral ne serait là que pour fermer la boutique au fédéral et entériner les décisions prises dans les Régions puisque le retour des socialistes francophones dans l'équation fédérale induit pour la N-VA le retour des exigences lourdes en matière de revendications institutionnelles.

On allumerait bien les compteurs de la crise gouvernementale, non?